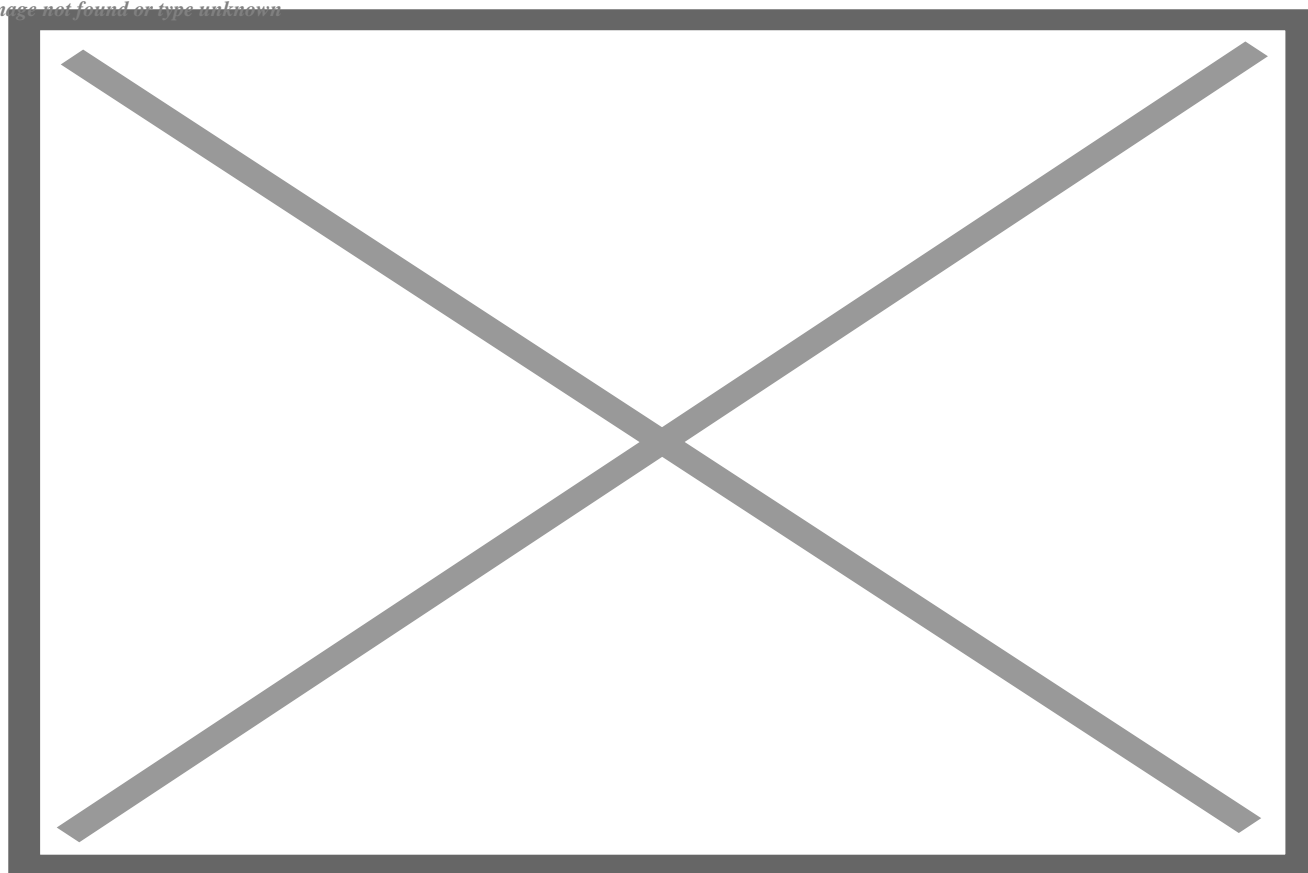


L'ancienne présidente de facto de la Bolivie a entamé une grève de la faim

Image not found or type unknown



La Paz, 10 février (RHC) Dans une tentative d'empêcher l'ouverture aujourd'hui du procès pour l'affaire Coup d'Etat II, l'ex-gouvernante de facto de la Bolivie Jeanine Áñez a entamé aujourd'hui une grève de la faim dans la prison de Miraflores.

Dans une lettre lue par sa fille Carolina Ribera, l'ancienne présidente de la République, après le renversement de l'ancien chef d'État constitutionnel Evo Morales, a annoncé sa décision.

Áñez est poursuivie pour manquement à ses devoirs et décisions anticonstitutionnelles.

La nouvelle mesure de pression fait suite à des plaintes répétées concernant une prétendue "violation de tous mes droits et garanties" à des manœuvres dilatoires de la défense et même à une déclaration publiée ce mardi par les 21 anciens présidents qui composent l'Initiative démocratique de l'Espagne et des Amériques, proche de la politique des États-Unis.

Bien qu'une commission d'enquête internationale indépendante ait certifié que le Mouvement pour le socialisme n'avait pas commis de fraude lors des élections du 20 octobre 2019, Añez réitère le prétexte à l'origine des barrages routiers, des prises de contrôle de bâtiments, des agressions physiques, menaces et enfin l'intervention de militaires et de policiers pour forcer la démission de Morales.

La veille, le représentant de la partie accusatrice, Marcelo Valdez, a dénoncé dans le Réseau Patrie Nouvelle les tentatives de retarder le début de la procédure orale.

Dans l'affaire connue sous le nom de Coup d'État II, une commission de procureurs de la ville de La Paz a déposé une accusation formelle contre Añez dans le cadre des enquêtes sur le renversement le 10 novembre 2019 de l'ancien président constitutionnel Evo Morales.

Valdez a déclaré à la station de radio qu'Añez est certainement l'auteur des délits de résolutions contraires à la Constitution et de manquement à ses devoirs.

Elle a expliqué qu'en tant que sénatrice, elle a dû traiter la démission de Morales et du vice-président Álvaro García Linera, ce qui n'a pas été le cas, et malgré cette situation de fait, la détenue a pris la direction de l'État.

Le Bureau du Procureur a avancé qu'il disposait de plus de 70 éléments de preuve et d'une vingtaine de déclarations de témoins, indiquant que la personne poursuivie avait aligné sa conduite sur l'article 153 du Code pénal concernant les décisions contraires à la Constitution et aux lois.

La même source a souligné que le comportement de l'ancienne présidente non élue était également conforme à l'article 154 du même règlement pour manquement à ses devoirs.

Par ailleurs, l'ancien président bolivien Evo Morales a affirmé aujourd'hui que l'Administration de Contrôle des Drogues des États-Unis (DEA) infiltrait des éléments nationaux pour éroder et discréditer les mouvements sociaux dans ce pays.

"Ceux qui portent atteinte à notre sécurité et à notre vie oublient que nous venons de la résistance du peuple humble et travailleur contre le système répressif du néolibéralisme servile à l'impérialisme des États-Unis. Se prêter à la conspiration de la DEA est trahir la lutte du peuple bolivien", a-t-il écrit sur son compte Twitter.

Leader du Mouvement au Socialisme (MAS) au pouvoir, Morales a précédemment averti sur ce réseau social que "nous sommes persécutés, espionnés et soumis à un suivi permanent. Nous enquêtons pour savoir si ces actions illégales viennent de la droite ou de l'ambassade américaine".

Le premier représentant autochtone (2006-2019) et fondateur de l'État plurinational a estimé que le Gouvernement bolivien devait "contrôler ces groupes et garantir la sécurité du peuple".

Dans un autre tweet, il a souligné que "la droite et les serviteurs de l'impérialisme veulent me démembrer comme Túpac Katari, si ce n'est physiquement, politiquement, avec des mensonges, des intrigues et de fausses accusations qu'ils ne pourront prouver à cause de la transparence de toute notre vie. Avec l'unité, le MAS est imparable".

Aussi dimanche dernier, lors de son émission à la radio Kawsachun Coca, l'ancien chef d'État a de nouveau abordé la question en abordant les accusations de narcotraffic que des médias liés à des secteurs alliés aux États-Unis ont reprises après l'arrestation récente en Bolivie de l'ancien journaliste

Maximiliano Dávila, ancien chef de la Force spéciale de lutte contre le trafic de stupéfiants (Felcn).

Dans son intervention, il a ajouté que certains dirigeants de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans avaient accusé le ministre de gouvernement Eduardo del Castillo, mais Morales a exclu que le responsable de cette persécution soit le titulaire de ce portefeuille.

Ce mardi, en réponse aux plaintes du leader indigène, del Castillo a annoncé à la presse que la Bolivie entreprendra des actions pour préserver la vie et l'intégrité de Morales.

"Toute plainte déposée dans notre pays fait l'objet d'une enquête avec la même célérité, mais dans le cas d'un ancien président qui se sent persécuté, des mesures seront prises pour préserver sa vie et son intégrité", a déclaré le ministre.

La presse proche de l'opposition bolivienne a repris la campagne des narcotiques pour discréditer le MAS à la suite de l'arrestation récente et de l'inculpation pour légitimation de gains illicites de l'ancien directeur national de la Felcn, Dávila.

L'ex-fonctionnaire inculpé a été arrêté dans la municipalité de Villazón, à cinq minutes de la frontière avec l'Argentine, alors qu'il tentait de fuir le pays.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/285717-lancienne-presidente-de-facto-de-la-bolivie-a-entame-une-greve-de-la-faim>



Radio Habana Cuba